SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 19 JUIN 1889.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi apportant des modi- fications à l'article 3 de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions.

(Voir les nos 42 et 120, session de 1888-1889, de la Chambre des Représentants;
59, même session, du Sénat.)

Présents: MM. LAMMENS, Vice-Président-Rapporteur; VAN VRECKEM, le
Baron DE CROMBRUGGHE DE LOORINGHE, DE BROUCKERE, PIRET et ROBERTI.

MESSIEURS,

Aux termes de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions, l'étranger peut, en cas d'urgence, être arrêté provisoirement en Belgique, sur l'exhibition d'un mandat décerné par le juge d'instruction du lieu dans lequel il réside ou dans lequel il pourra être trouvé.

Le délai pendant lequel cet étranger peut être l'objet de cette détention provisoire est de quinze jours, lorsqu'il s'agit d'un Etat limitrophe de la Belgique, et de trois semaines, en ce qui concerne les autres pays d'Europe.

L'article 1^{er} du Projet de Loi soumis à nos délibérations porte ce délai à trois semaines d'une manière uniforme, — l'expérience ayant prouvé que, pour les grands Etats limitrophes, le délai de quinze jours n'est pas toujours suffisant.

L'article suivant du Projet de Loi comble une lacune fâcheuse de notre législation, en réglant la procédure à suivre pour obtenir l'arrestation et le retour en Belgique des étrangers qui, lorsque leur extradition est demandée, ont déjà quitté notre territoire à bord d'un navire belge. Cet article assurera d'une manière plus complète l'exécution de la loi.

Un membre de votre Commission de la Justice, reproduisant une observation déjà faite à la Chambre, a fait remarquer que le malfaiteur ayant commis un crime ou délit *en Belgique* et qui est parvenu à quitter notre territoire à bord d'un navire belge, ne tombera pas sous l'application de l'article 2 du Projet de Loi, article qui ne vise que l'auteur d'une infraction pénale commise à l'étranger et donnant lieu à extradition.

L'auteur d'un méfait commis en Belgique, s'embarquant sur un navire belge qui parviendrait à atteindre les eaux libres, y trouverait donc un asile qui lui assurerait l'impunité.

Il y aurait lieu de combler également cette lacune de notre législation.

Votre Commission s'est rangée à l'avis de l'honorable membre, et elle a prié M. le Ministre de la Justice de se rendre dans son sein.

L'honorable Ministre a reconnu qu'une disposition légale concernant l'arrestation de cette catégorie de prévenus à bord des navires belges présenterait une utilité incontestable.

Il croit toutefois qu'une disposition de cette nature ne saurait trouver place dans la loi d'extradition ; elle n'en constituerait pas un amendement et ne pourrait y être rattachée sous cette forme.

M. le Ministre a pris l'engagement de déposer à la Chambre, dans l'une de ses prochaines séances, un Projet de Loi dans le sens de l'observation qui vient d'être exposée.

Votre Commission de la Justice a pris acte de cette déclaration.

Elle vous propose à l'unanimité l'adoption du Projet de Loi.

Le Vice-Président-Rapporteur,

JULES LAMMENS.